

# Chapitre 2

## Les contrôles de l'application du droit du travail et le contentieux

### EXERCICE 02.01

#### 1. Compétence du tribunal correctionnel

L'inspecteur du travail après une visite, deux rappels et une contre visite, considère qu'il n'a pas pu contrôler les horaires de travail pratiqués dans l'exploitation de M.X . Il dresse un procès-verbal au procureur pour délit d'obstacle au contrôle. Le procureur saisit le tribunal compétent : le tribunal correctionnel.

#### 2. Position de la Cour d'appel

La cour d'appel de Caen infirme le jugement du tribunal et prononce la relaxe de M.X.

M.X n'a pas commis le délit d'obstacle faute d'intention coupable. Il a agi par méconnaissance des règles, incompétence voire négligence.

#### 3. Décision de la Cour de cassation

La Cour de cassation casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de Caen et renvoie l'affaire devant la cour d'appel de Rouen.

Les juges considèrent que, face aux rappels restés sans effet de l'inspecteur du travail, il y a obstacle à l'accomplissement au contrôle de l'inspecteur du travail et que la cour d'appel n'a pas justifié sa décision au vu des articles L. 8114-1 du Code du travail et 593 du Code de procédure pénale.

## Exercice 02.02

En cas de non comparution d'une partie sans motif légitime, le bureau de conciliation et d'orientation peut juger l'affaire, en l'état des pièces et moyens que la partie comparante a communiqués. Le bureau de conciliation et d'orientation pourra ainsi prendre sa décision à partir des éléments fournis par l'employeur.